

JOLIVET, Violaine, MARTIN, Patricia et RIOUX, Sébastien (dir.) (2022) *Géographies humaines. L'espace en partage*. Les Presses de l'Université de Montréal, 246 p. (ISBN 978-2-7606-4692-6)

Annick Germain

Volume 67, numéro 187, avril 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1112481ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1112481ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Germain, A. (2022). Compte rendu de [JOLIVET, Violaine, MARTIN, Patricia et RIOUX, Sébastien (dir.) (2022) *Géographies humaines. L'espace en partage*. Les Presses de l'Université de Montréal, 246 p. (ISBN 978-2-7606-4692-6)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 67(187), 103–104. <https://doi.org/10.7202/1112481ar>

pavé de bonnes intentions, en réponse au lobbying d'un regroupement d'organismes communautaires, le gouvernement adopta la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cela a fait dire à un ministre récalcitrant : « Pourquoi ne pas adopter une loi interdisant plus de trois jours consécutifs de pluie ? » Il va sans dire que, 20 ans plus tard, comme le souligne Dugas, la loi n'a pas contribué à endiguer l'importance de la pauvreté. Or, personne ne conteste auprès de la Cour suprême le non-respect de la loi. Le chapitre VI, sur les causes des disparités territoriales, apporte d'intéressants propos sur la Politique de la ruralité et de la gestion gouvernementale, même si ses sources brillent à nouveau par leur absence. J'en veux pour exemple son allusion au mouvement coopératif et à l'économie sociale qui « ont contribué et contribuent encore à structurer la vie socioéconomique de nombreuses petites communautés » (p. 127). On ne peut ici que regretter l'absence de références aux travaux des chercheurs du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) publiés sur le sujet aux Presses de l'Université du Québec (PUQ).

Le chapitre VII, portant sur le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), est à oublier, considérant l'abondance de publications sur le sujet. Pour les étudiants comme pour les acteurs de terrain, il importe de savoir ce qui se fait ou devrait se faire à court terme. Heureusement, là-dessus, le lecteur sera bien servi dans ce qui suit.

La quatrième partie, « Les multiples aspects de l'aménagement du territoire », intéressera grandement la deuxième catégorie de lecteurs mentionnée plus haut. Dans ces pages, Dugas fait la preuve qu'en plus d'être un lecteur attentif de la documentation gouvernementale, il se présente comme un fin observateur de la gouvernance institutionnelle. Avec le débat soulevé au printemps 2022 sur l'étalement urbain par opposition à la densification des centres-villes, on comprendra tout l'intérêt du chapitre XI qui aborde la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, en plus d'une autre loi incontournable, soit la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles. Cette dernière est vue, avec raison, par l'auteur comme étant à la fois trop centralisatrice et fort contraignante. Cette loi fait l'objet de la cinquième partie, qui ne comprend que le chapitre XII où Dugas répète à plusieurs reprises que, contrairement aux légendes urbaines, beaucoup de projets de développement n'ont rien à voir avec un empiètement sur de bons sols agricoles. À ses yeux, une plus grande souplesse de la loi permettrait l'essor de nouvelles

activités à la périphérie de villages dont l'avenir se trouve compromis par le vieillissement de la population.

La dernière partie, également à chapitre unique, traite des nouvelles approches de développement territorial. L'auteur avance ses recommandations sur ce qu'il faudrait faire ou ce qui devrait être fait. Curieusement, pour les régions éloignées, il plaide en faveur de l'instauration de parcs industriels plutôt que de revendiquer le retour des centres locaux de développement (CLD) que l'administration Couillard a fait disparaître pour des motifs purement idéologiques.

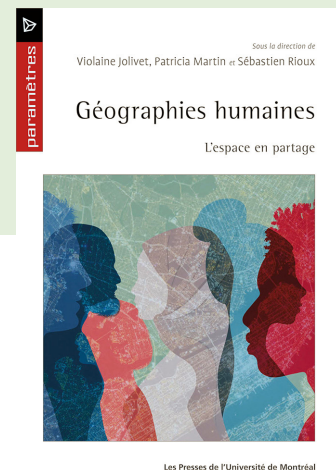
D'aucuns déploreront l'absence de cas concrets ayant pu servir d'illustrations sous la forme d'encadrés ou de sous-sections. Le lecteur doit se contenter des trois exemples (p. 317-319) concernant des décisions douteuses de la Commission de protection du territoire agricole.

Mis à part certains oublis, il n'en demeure pas moins que l'ouvrage saura susciter l'intérêt des lecteurs, jeunes et moins jeunes.

André Joyal

Université du Québec à Trois-Rivières

JOLIVET, Violaine, MARTIN, Patricia et RIOUX, Sébastien (dir.) (2022) *Géographies humaines. L'espace en partage*. Les Presses de l'Université de Montréal, 246 p.
(ISBN 978-2-7606-4692-6)



Cet ardent plaidoyer pour les géographies humaines est particulièrement convaincant. Rédigé par un groupe majoritairement composé de professeur(e)s du Département de géographie de l'Université de Montréal, il veut réhabiliter la place de la géographie dans le monde universitaire et enrichir l'imagination géographique des lecteurs en liant le spatial et le social. Le sous-titre de l'ouvrage est d'ailleurs bien choisi : L'espace en partage.

L'introduction et la conclusion permettent de bien camper l'ambition des directeurs de la publication: présenter la géographie actuelle au Québec et sa perspective critique. L'espace n'a jamais été aussi important dans nos vies quotidiennes et, pourtant, la géographie semble une discipline marginale. Est-ce parce que, à l'instar des Études urbaines, il s'agit d'une discipline carrefour? Ou cette discipline a-t-elle été victime de son positivisme à une époque donnée? Les auteurs veulent donc mettre en avant les caractéristiques de la géographie d'aujourd'hui, dominée par une perspective relationnelle et critique, sensible aux inégalités.

Douze chapitres bien structurés abordent chacun de grands enjeux contemporains divisés en quatre axes: la mondialisation, la mobilité, les transformations du politique et la crise environnementale. Les chapitres déploient des perspectives tantôt larges, tantôt plus locales. Celui sur le risque peut paraître conceptuellement plus faible, étant donné le nombre d'écrits qui lui ont été consacrés.

Le premier axe met en quelque sorte la table en abordant les mutations associées à la mondialisation. Dans les deux premiers chapitres, on suit d'abord l'émergence de ce phénomène sous le sceau des inégalités et de la colonisation, puis ses logiques économiques et les mutations de la géographie du travail. Un chapitre est consacré aux métropoles mondiales. On suit leur structuration du nord au sud (sans oublier Montréal), leurs dynamiques économiques résidentielles, leurs diversités et, bien sûr, leurs défis. Sans enterrer le lecteur sous une tonne de références, on fait quand même appel à des disciplines connexes.

Le deuxième axe est consacré à la mobilité, ses réseaux et les technologies, sans oublier ses contraintes spatiales, comme le rappelle la contribution opportune sur les frontières. Le chapitre sur les migrations est magistral, à la fois sur les plans théorique et documentaire; il montre bien l'ampleur du travail géographique.

L'axe suivant traite des transformations des espaces du politique. Encore une fois, les terrains abordés sont vastes et à différentes échelles, comme dans le chapitre VII qui met en question la fin de l'État. Suivent un chapitre fouillé sur les géographies autochtones et un autre sur les géographies des oppressions de la race et du genre.

Le dernier axe traite de la crise environnementale, enjeu complexe s'il en est, mais dont le traitement dans ce livre

est un peu décevant, surtout sur les notions de risque et de rapports société-nature. Le dernier chapitre, sur l'agriculture, est par contre bienvenu.

Sur le plan formel, on regrettera la piètre qualité des illustrations cartographiques, heureusement peu nombreuses. Par contre, les encadrés sont toujours pertinents; ils portent généralement sur des situations particulières. Les illustrations photographiques sont aussi intéressantes.

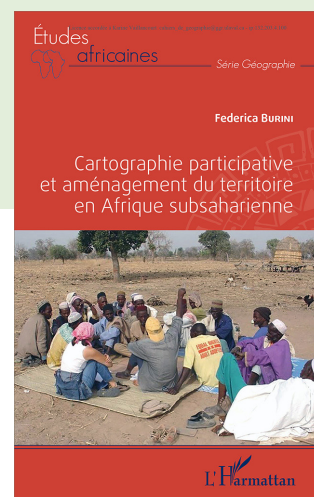
Au total: un livre général d'actualité fort utile sur les géographies humaines produites au Québec, surtout à l'Université de Montréal.

Annick Germain

Institut national de la recherche scientifique.

BURINI, Federica (2022) *Cartographie participative et aménagement du territoire en Afrique subsaharienne*. L'Harmattan, 140 p.

(ISBN 978-2-14-025557-1)



Federica BURINI est professeure de géographie à l'université de Bergame, en Italie. Elle travaille sur la relation entre les pratiques territoriales et la cartographie, sur les méthodologies participatives et les expérimentations visant à activer les processus de gouvernance environnementale et urbaine.

Son ouvrage de 136 pages, divisé en 4 chapitres, se veut une contribution au débat en cours sur la cartographie participative. Pour que la cartographie devienne un outil très utile à la gouvernance territoriale en Afrique noire, l'auteure recommande de prendre en compte deux concepts:

- la réflexivité, constitutive d'une nouvelle approche de l'interprétation et de la construction de la représentation cartographique, où le réalisateur accorde une attention particulière à son rôle et à ses actions concernant la résolution de problèmes socialement pertinents.